

523354-2026 - Mise en concurrence

France – Services de conseils en publicité – 2026A0230 - Relance - Missions d'accompagnement pour les relations presse et relais d'opinion du Département des Alpes-Maritimes

OJ S 144/2026 29/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: CD des A-M - Secrétariat Général

Adresse électronique: marches@departement06.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: 2026A0230 - Relance - Missions d'accompagnement pour les relations presse et relais d'opinion du Département des Alpes-Maritimes

Description: 2026A0230 - Relance - Missions d'accompagnement pour les relations presse et relais d'opinion du Département des Alpes-Maritimes

Identifiant de la procédure: b0a58eca-98a5-4ea9-bb3a-3f117ef3f9e3

Avis précédent: 167445-2026

Identifiant interne: 2026A0230

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79341100 Services de conseils en publicité

2.1.3. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 480 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation
Faillite: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fausse déclaration, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis ou obtention d'informations confidentielles sur cette procédure: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Lot : Relance - Missions d'accompagnement pour les relations presse et relais d'opinion du Département des Alpes-Maritimes

Description: Relance - Missions d'accompagnement pour les relations presse et relais d'opinion du Département des Alpes-Maritimes

Identifiant interne: Lot unique

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79341100 Services de conseils en publicité

Options:

Description des options: Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 120.000,00 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois.

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 480 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 480 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution**Critère:**

Type: Prix

Nom: Le prix

Description: Le prix

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

Critère:

Type: Qualité

Nom: La valeur technique

Description: SC 1 (25 points): COMPETENCE DE L'EQUIPE DEDIEE = 10 sur la qualification et 15 pour l'expérience soit un total de 25 points SC 2 (15 points):NOTE METHODOLOGIQUE GLOBALE - Qualité et pertinence de la note méthodologique SC 3 (30 points) : REPONSE A L'EXERCICE PRATIQUE PORTANT SUR UNE NOTE D'INTENTION STRATEGIQUE = Qualité et pertinence de la note méthodologique

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 70

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://marches-securises.fr/>

5.1.12. Conditions du marché public**Conditions de soumission:**

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 09/09/2026 15:30:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 5 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui traite les offres: CD des A-M - Secrétariat Général

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: CD des A-M - Secrétariat Général

Numéro d'enregistrement: 22060001900016

Adresse postale: Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM)

Ville: NICE CEDEX 3

Code postal: 06201

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Adresse électronique: marches@departement06.fr

Téléphone: +33 497186000

Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://www.marches-securises.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0003

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Numéro d'enregistrement: 17060005000026

Adresse postale: 18 avenue des Fleurs CS 61039

Ville: NICE CEDEX 1

Code postal: 06050

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Point de contact: Tribunal administratif de Nice

Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone: +33 489978600

Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 63a244c1-e6a1-4d2d-a81b-3bbc92ac45d8 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 28/07/2026 10:57:23 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 523354-2026

Numéro de publication au JO S: 144/2026

Date de publication: 29/07/2026